

Dans un précédent dossier le GDI (2S) Vincent Desportes nous avait déjà alerté sur la nécessité d'adapter notre outil de défense à la réalité des menaces. L'actualité lui donne raison aujourd'hui. Il faut réfléchir notre modèle d'armée à la lumière de ce que nous enseigne le conflit en Ukraine notamment en consolidant la défense de notre territoire.

* * *

Le conflit intra-européen qui se déroule à 2 000 km de Paris regorge d'enseignements, du stratégique au tactique. Mais s'il en est un que nous devons intégrer sans délai, c'est celui de l'importance de la résilience. Sans elle, sans la force morale de la population, sans les efforts de préparation à la guerre longue consentis par l'Ukraine depuis la crise du Donbass en 2014, les forces russes seraient vite parvenues à leurs objectifs. La résilience ukrainienne a changé le cours de la guerre.

En ce qui concerne nos belles armées, elles ont certes d'immenses qualités, dont celle de l'excellence. Cependant, rationalisées « jusqu'à l'os », elles ont de nombreuses carences, la moindre n'étant pas leur manque d'épaisseur, donc justement leur manque de résilience et de capacité à durer dès lors que les opérations changeraient de nature, de volume et de rythme.

Mais elles en ont une autre, beaucoup plus grave. Le système de forces est organisé sur un modèle dépassé, dont l'économie générale — sculptée par un imperium administratif obsédé d'efficacité gestionnaire plus que de finalité opérationnelle — n'a pas varié depuis un quart de siècle, contrairement à l'environnement. Les risques ont muté au point de devenir menace directe mais le modèle de forces est resté identique, ne subissant que de marginales évolutions, techniques et non stratégiques.

En particulier, il est vital que nos forces armées prennent sérieusement en compte la menace directe sur le territoire national, avérée aujourd'hui et qu'amplifierait dramatiquement un conflit de haute intensité. La décision finale reste au sol, c'est donc aussi là que se forge la défaite. Une armée ne valant que ce que vaut son maillon faible, on ne gagnera pas la guerre avant la guerre s'il n'est remédié très vite à l'extrême faiblesse de notre défense territoriale qui est à reconstruire : prenant l'Histoire à contrepied, elle est devenue une de nos vulnérabilités critiques, un concept creux, sans substance, puisque dépouillé de moyens d'action sérieux.

Le caractère dissuasif de notre défense suppose une base arrière solide, dotée de forces d'active dédiées à sa protection : elles n'existent pas.

Des modèles dépassés

Un problème majeur des armées françaises est que leur modèle, inchangé depuis la professionnalisation des armées il y a vingt-cinq ans, demeure fondé sur un monde qui a disparu.

Le modèle de la Guerre froide, ce furent (1) quelques moyens destinés aux opérations extérieures liées soit à nos responsabilités africaines ou moyen-orientales soit aux manœuvres de contournement périphériques soviétiques, (2) l'outil central de la dissuasion nucléaire dans ses différentes composantes avec leurs vastes soutiens et (3) un corps de bataille soit capable (très hypothétiquement) d'arrêter un flux blindé soviétique qui, du côté de Fulda ou de Munich, aurait percé les forces alliées de la « *bataille de l'avant* », soit destiné à être détruit de manière à justifier aux yeux du monde et des générations futures le déclenchement de l'Apocalypse. On conserva quelque temps des forces dites de Défense opérationnelle du territoire qui avaient toute leur nécessité mais qui, pour préserver financièrement le supposé essentiel et moderniser les parcs et flottes, furent bientôt offertes en sacrifice aux comptes de Bercy.

Situation nouvelle à la chute du mur de Berlin. D'une part l'ennemi n'est plus à « *une étape du tour de France* », selon l'expression du général De Gaulle, et, d'autre part, le constat est fait que les armées françaises se battront désormais à l'extérieur du territoire national pour des enjeux qu'il sera difficile de présenter comme vitaux aux citoyens-électeurs. Les présidents François Mitterrand (à l'occasion de la guerre du Golfe) et Jacques Chirac prennent acte du fait que le modèle de la conscription est momentanément condamné, d'autant qu'aucune menace ne vise plus directement le territoire national et sa population. En 1996, décision est prise, à juste titre dans les circonstances du moment, de professionnaliser l'armée. Et d'en réduire drastiquement le format. D'abord, parce que les temps sont aux illusoires « *dividendes de la paix* » et à la dictature de l'État-providence. Ensuite, parce qu'une armée professionnelle coûte beaucoup plus cher qu'une armée de conscription ; et enfin, pour préserver budgétairement les moyens de tenir notre rang, en particulier vis-à-vis de notre grand protecteur, dans la course ruineuse à l'hyper-technologie.

Année après année nos forces perdent de l'épaisseur, avec deux décrochages terribles sous les présidences Nicolas Sarkozy et François Hollande. Qui pourrait s'y opposer ? Il est impossible de prouver que leur volume est insuffisant pour les opérations somme toute modestes dans lesquelles elles sont engagées. Le modèle est donc celui (1) d'une dissuasion nucléaire réduite mais maintenue, ce qui est parfaitement raisonnable, et (2) d'un corps expéditionnaire à trois composantes — Terre, Mer, Air — apte à mener à bien des engagements interarmées mineurs, mais incapable de conduire des opérations d'ampleur et même de protéger l'intégralité de l'espace national, qu'il soit terrestre ou maritime.

Un modèle de force qui doit être adapté aux nouvelles circonstances de la guerre à venir

Le modèle qui vient d'être décrit n'a pas changé. Les circonstances, en revanche, ont évolué jusqu'à prouver par la guerre réelle l'absolue nécessité tant d'accélérer la reconstruction de nos forces que d'en adapter le modèle.

Le premier sujet est celui du format. Nous l'avons dit, celui de nos forces conventionnelles est inadapté à la guerre qui vient. Les volumes qui peuvent être engagés à l'instant « *T* » sont certes à peu près appropriés à nos opérations courantes, mais ils ne le sont pas à celles que

nous pourrions avoir à conduire dans un avenir qui se rapproche. Sans stocks, avec des dotations initiales limitées, incapables de s'auto-transporter, elles manquent de substance pour durer, mais aussi pour encaisser le premier choc puis rebondir afin d'assurer leur mission de protection de la France et des Français.

Elles ne sont plus « *résilientes* » parce que la résilience suppose de la profondeur et qu'elles n'en ont pas ; or, la résilience est la vertu capitale des armées qui doivent opérer dans les pires conditions, même lorsqu'autour d'elles plus rien ne fonctionne. Les armées doivent être dissuasives — cela dépasse de très loin la force nucléaire qui n'est qu'une composante du système global de dissuasion — pour prévenir le danger mais être également capables de s'engager en force dans un conflit de haute intensité. Nous en sommes tellement loin que de simples adaptations incrémentales seraient inopérantes : il faut changer d'échelle.

On peut jurer comme le ministre de la guerre de Napoléon III, Edmond Le Bœuf, à la veille de l'infamante défaite de 1870 : « *Nous sommes prêts et archi-prêts. La guerre dût-elle durer deux ans, il ne manquerait pas un bouton de guêtre à nos soldats* ». Ou encore affirmer haut et fort à l'instar du Président du Conseil Paul Reynaud en septembre 1939 (au moment où la France, malgré l'inadaptation de son armée à la confrontation imminente, vient de déclarer la guerre à l'Allemagne) : « *Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts* ».

Ces déclarations tonitruantes ne remplacent ni la clairvoyance ni les efforts ; la France, inclinant aisément à la posture de l'autruche en ce qui concerne ses politiques militaires, doit s'en rappeler. **Maintenant !**

Il y a ensuite ce problème du modèle. Les armées actuelles ont été construites à partir de 1996 sur le postulat qu'il n'y avait — et qu'il n'y aurait pas — de menaces internes, et qu'elles n'auraient donc pas à s'engager sur le territoire national. Sauf à la marge. Dans ce cas, la ponction minimale ponctuellement pratiquée sur les forces expéditionnaires n'en affecterait ni les capacités opérationnelles, ni l'entraînement. Cette hypothèse initiale ne tient plus.

D'abord parce que la menace terroriste, loin de s'estomper, s'est renforcée et déployée sur l'intégralité du territoire national. Cette situation conduit aujourd'hui les armées à immobiliser soit directement sur le terrain, soit en réserve immédiate ou stratégique, 10 000 hommes environ. Ce prélèvement, bien qu'utile et légitime, diminue d'autant la capacité d'intervention externe mais surtout, en ce temps d'opérations extérieures permanentes, altère profondément la capacité à maintenir l'entraînement au niveau qu'exigent les opérations du moment sans parler de celles, beaucoup plus violentes et massives, qui sont à venir.

Ensuite, on ne peut imaginer un conflit de haute intensité qui se contenterait d'être un affrontement de laboratoire, hors sol, entre deux forces de haute technologie, un moderne « *combat des Trente* ». Immédiatement, l'ensemble du territoire national serait affecté comme le prouve tous les jours la guerre en cours. Il deviendrait la proie d'attaques ponctuelles dans la profondeur et le terrain de crises humanitaires volontairement déclenchées, voire la cible d'éventuelles agressions d'une « *5^e colonne* » dont on aurait tort d'affirmer l'impossible émergence. Le gouvernement devrait assurer la défense aérienne et la défense maritime, mais également déployer sur de vastes zones des volumes de forces importants pour assurer l'ordre sur le territoire et la survie des populations, la sauvegarde des organes essentiels à la défense

de la nation, le maintien de sa liberté et la continuité de son action.

Où les trouverait-il ? Elles n'existent pas ! Deux solutions s'offriraient alors à lui : soit effectuer des prélèvements importants sur le corps expéditionnaire (d'ailleurs non entraîné à la défense du territoire qui est un métier en lui-même) et, de ce fait, le rendre inapte à sa mission première, la bataille de haute intensité. Ou bien « *laisser tomber l'arrière* », ce qui se traduirait à court terme par l'effondrement de l'avant. Sortir de ce dilemme, c'est adapter le modèle.

Dans une logique purement comptable, nous avons, pendant la Guerre froide, préféré faire l'impasse sur les forces du territoire en niant une menace avérée, celle des *Spetsnaz* (Спецназ), ces forces spéciales russes entraînées en nombre que la doctrine soviétique prévoyait de déployer chez l'ennemi dès le début d'un conflit pour y assassiner les responsables - politiques en particulier - et y semer le chaos et la panique^[1].

Peut-on reconduire aujourd'hui la même tromperie ? Porter nos maigres forces au niveau qui leur permettrait de conduire efficacement leurs combats de haute intensité, sans se préoccuper du problème de l'arrière ? Autant imaginer qu'un boxeur peut se passer de ses jambes !

Nos forces doivent donc être restructurées autour de trois composantes : (1) nucléaire, (2) expéditionnaire « *de haute intensité* » avec leurs trois dimensions terre, mer, air (3) défense opérationnelle du territoire. Seul ce système ternaire — coordonné avec les remarquables capacités complémentaires de la gendarmerie dans le domaine de la défense intérieure — est adapté à la réalité des menaces, donc à la dissuasion globale, à la résilience et à l'action.

C'est possible, pour un coût minimal. Voici comment.

Mettre sur pied rapidement nos forces de défense dans la profondeur

Quelles forces, quel volume, quel équipement ?

L'effet à obtenir est de pouvoir déployer sur très court préavis des troupes suffisantes, organisées, sur un terrain reconnu afin de quadriller, circonscrire, contrôler, éventuellement réduire ou bien tenir jusqu'à l'arrivée de forces plus puissantes. Il faut donc des forces territoriales, connaissant parfaitement leur terrain (campagne et agglomérations), rustiques et robustes, autonomes, équipées d'un matériel performant mais sans sophistication inutile^[2].

Le couple cavalerie légère/infanterie motorisée, accompagné de ses appuis organiques (artillerie, génie, transmission) est adapté à ces missions. Ces forces pourraient être regroupées soit en régiments interarmes, soit en régiments d'armes embrigadés, dotés de matériels performants mais rustiques, véhicules 4X4, mortiers, camionnettes et automitrailleuses en particulier. Il serait dans un premier temps raisonnable de disposer dès que possible du volume d'une demi-brigade à deux régiments et leurs appuis pour chacune des

sept zones de défense et de sécurité. Elles seraient placées sous le commandement des Officiers généraux de zone de défense et de sécurité (OGZDS) pour la conduite de la défense d'ensemble, les cinq zones ultramarines faisant l'objet d'adaptations locales : on voit en Ukraine l'efficacité du commandement territorial décentralisé comparé à l'extrême centralisation du commandement russe. La force ainsi constituée pourrait compter, dans un premier temps, une trentaine de milliers d'hommes entraînés professionnellement dans leur métier propre.

D'où proviendraient ces forces ?

La solution la moins onéreuse serait, selon l'habitude française, de faire appel à des réservistes locaux convoqués régulièrement pour entraînement. Mortifère illusion ! Tous ceux qui ont vécu la chimère des régiments dérivés connaissent ce qu'ils coutaient en temps et en substance aux régiments dérivants ; ils savent que leur valeur opérationnelle était faible voire nulle, qu'ils étaient équipés de matériels souvent vétustes et que leurs tableaux d'effectifs étaient aussi indigents que leur entraînement. Par ailleurs, si haute intensité il y a, elle sera par nature brutale, foudroyante, ce qui est incompatible avec les délais de montée en puissance des régiments de réserve que le faible taux d'encadrement des forces d'active rend par ailleurs difficile. Là encore, l'exemple ukrainien enlève toute illusion sur les délais accordés par l'ennemi lors de crises à cinématique rapide.

Méfions-nous, donc : la France a déjà trop souffert de sa croyance dans les réserves. La débâcle de 1940, c'est justement : nous tiendrons ; en cas de percée allemande, il y aura une deuxième Marne ; nous nous rétablirons ; à l'abri de nos casemates, nous monterons en puissance avec nos réserves pendant un à deux ans avant de refaire du Foch jusqu'à la victoire. Terrible illusion : le 24 mai 1940 à l'aube les chars allemands sont devant Dunkerque, le 14 juin le gouvernement français est à Bordeaux, le 16 juin Philippe Pétain devient président du Conseil. On connaît la suite. Évacuons l'hypothèse. Ces forces de défense opérationnelles du territoire doivent être opérationnelles d'emblée, ce qui ne veut pas dire qu'elles doivent être professionnelles. La France compte en général sur sa chance mais c'est un pari risqué. « *Ce n'est pas moi qui ai gagné la bataille de la Marne, c'est von Kluck qui l'a perdue* » avouait le Maréchal Foch : il serait criminel de jouer à chaque fois le destin de la France sur la désobéissance d'un général ennemi... La *Wehrmacht* ne nous a rien offert de semblable en 1940 !

Il est probable aujourd'hui que le rétablissement d'un service militaire volontaire, limité à une vingtaine de milliers de recrues sélectionnées par an, trouverait un écho favorable dans le corps électoral et chez la jeunesse qui viendrait vraisemblablement en nombre sous les drapeaux. L'exemple de la Suède est parlant. Prenant acte de la montée des menaces, la monarchie a non seulement décidé de gonfler ses dépenses de défense de 85 % en 10 ans (2014-2025) mais elle a rétabli le service militaire en 2017. Celui-ci n'a rien d'obligatoire mais fournit sans difficulté le complément de forces dont la Suède a besoin. Le coût est faible : chaque recrue reçoit 500 euros par mois plus une prime de 5 000 euros à la fin du contrat^[3].

Sur les volumes évalués supra, cela ferait moins de 300 millions d'euros par an, auquel il convient d'ajouter le coût de l'encadrement d'active, celui de la vie courante, de l'entraînement et de l'équipement (dont une bonne part peut initialement venir des parcs

stockés). Coût global : après un faible investissement initial, probablement autour d'un milliard d'euros par an, investissement modéré comparé au risque mortel de l'impasse sur cette assurance « *défense dans la profondeur* ». Les préposés aux finances ne rencontreront aucune difficulté à préciser les chiffres évoqués.

* * *

Le modèle proposé n'est pas *glamour*, il est juste nécessaire. Il ne permet pas de concevoir et construire de superbes programmes d'armement de haute technologie. Il permet en revanche que ceux que nous possédons soient utiles, que nos superbes forces expéditionnaires puissent conduire leur mission sans qu'à la moindre alerte on prélève sur leur chair les besoins nécessaires sur le territoire, qu'elles puissent gagner la « *bataille de l'avant* » sans que celle de l'arrière soit perdue.

Il ne s'agit pas non plus d'une armée « *à deux vitesses* ». Bien sûr, le slogan serait vite brandi, de même que l'argument du coût qui détournerait dangereusement, au profit d'un combat sale et rustique, des budgets indispensables pour rester dans la course, de plus en plus onéreuse, aux technologies dernier cri imposées par un grand allié qui ne se déplacera sûrement pas pour nous défendre, si l'on en croit l'exemple ukrainien.

Ce qui compte, ce ne sont pas les éléments, c'est le système. À quoi serviraient une marine remarquable, mais condamnée à trouver sa fin à Toulon et Mers el-Kébir, une force aérienne de tout premier plan, mais obligée de se réfugier sur des plateformes ultramarines, une armée de terre fantastique, mais sans arrière pour s'y régénérer ?

Notre superbe armée, capable chaque jour du meilleur, doit changer d'échelle : c'est le premier pas, avec un budget de défense de l'ordre de celui de la guerre froide, soit 3 % du PIB. Le second est d'anticiper pour gagner du temps dans la crise, de « *reverdir* » le désert militaire français, donc d'adopter un nouveau modèle adapté à la réalité de la menace et d'assurer, par des forces d'active conséquentes et robustes la défense dans la profondeur : sortons la tête du sable avant que la vague ne déferle !

NOTES :

1. S'agissant de la Russie, notons au passage que ces forces d'élite existent toujours et qu'elles ont récemment fait merveille tant en Géorgie, en Crimée, en Ukraine qu'au Moyen-Orient.
2. Rechercher pour ces forces la même sophistication technologique que celle des forces expéditionnaires équivaldrait à tuer le projet dans l'œuf.
3. Données *Le Monde*, 16 décembre 2020.